

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2025

UNAPEI 66
500, rue Louis MOUILLARD
66000 PERPIGNAN

ASSOCIATION UNAPEI 66

Siège social : 500, rue Louis MOUILLARD
66000 PERPIGNAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
*Exercice clos au 31/12/2024***

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION UNAPEI 66 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION UNAPEI 66 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.8 « Changements de méthode » concernant l'application par anticipation dans les comptes 2024 des dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatives au retraitement des charges et produits exceptionnels en charges et produits d'exploitation.

1

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe des comptes annuels indique l'origine de la diminution des provisions pour risques et charges au cours de l'exercice.

La note « Fonds dédiés » de l'annexe des comptes annuels indique l'origine de la diminution des fonds dédiés au cours de l'exercice.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié la corrélation entre les informations fournies en annexe et les comptes annuels et nous nous sommes assurés du traitement comptable approprié.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION UNAPEI 66 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

1

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PERPIGNAN,

Le 16 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
AUDITEURS STEPHANOIS,
Représenté par Julien CARBONNEILL

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Julien Carbonneill, the representative of the auditors.

Unapei 66 - Bilan Propre Actif

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

ACTIF	Net 2023	Brut 2024	Amort. et dépréciations 2024	Net 2024
Actif Immobilisé :				
Immobilisations Incorporelles :	86 867	625 200	271 958	353 242
Logiciels informatiques	10 881	289 725	202 193	87 532
Films	75 986	335 475	69 765	265 710
Immobilisations Corporelles	25 792 779	44 142 053	18 119 486	26 022 567
Terrains	2 359 370	2 856 906	188 182	2 668 724
Constructions et aménagements	18 514 954	32 146 678	11 838 756	20 307 922
Installations techniques, Matériel, Outillage	952 723	2 261 172	1 422 819	838 353
Matériel et Mobilier	2 087 756	6 569 021	4 669 730	1 899 291
Immobilisations en cours	1 877 976	308 276		308 276
Charges à répartir	72 354	69 623		69 623
Immobilisations Financières (1)	695 450	714 641	0	714 641
Coop Intérim	5 010	2 510		2 510
Association ObServeur	12 000	12 000		12 000
Titres bancaires	69 108	69 108		69 108
Prêt Action logement	584 253	607 689		607 689
Dépôts et cautionnements versés	25 079	23 334		23 334
Total I	26 647 450	45 551 517	18 391 445	27 160 072
Actif Circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)	826 563	954 231	200 000	754 231
Avances et acomptes versés - Avoirs à recevoir	36 718	57 645		57 645
Créances (2) :				
Clients et comptes rattachés	1 476 690	1 368 007	119 179	1 248 828
Clients - Participation des résidents	73 868	26 422		26 422
Compte courant SCIA - Construction	220 414	220 414		220 414
Autres	139 056	88 516		88 516
Valeurs mobilières de placement	3 972 651	3 701 222		3 701 222
Disponibilités (autres que caisse)	1 160 280	1 138 575		1 138 575
Caisse	13 210	14 508		14 508
Total II	7 919 449	7 569 539	319 179	7 250 360
Charges constatées d'avance (2) (III)	109 603	54 409		54 409
TOTAL GENERAL (I + II + III)	34 676 502	53 175 465	18 710 623	34 464 842
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont à plus d'un an				
(3) Dont comptes courants	220 414	220 414	0	220 414

Unapei 66 - Bilan Propre Passif

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2024
Capitaux Propres :		
Fonds associatifs sans droits de reprise - Legs - Donations	784 077	784 077
Subvention investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	9 258 066	9 340 810
Excédents affectés à la couverture du BFR	51 410	51 410
Réserves de compensation	679 053	645 644
Subvention investissement sur biens non-renouvelables	2 195 740	2 127 404
Report à nouveau	552 549	588 921
Dépenses inopposables aux financeurs		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	85 706	62 227
Provisions réglementées	1 934 433	1 791 787
Total I	15 541 034	15 392 279
Provisions		
Provisions pour risques	351 672	203 167
Autres provisions	542 372	544 644
Fonds dédiés sur ressources affectées	478 833	204 791
Total II	1 372 877	952 602
Dettes (5) :		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	14 700 907	15 009 753
Emprunts et dettes assimilées		
Intérêts courus	37 385	33 989
Concours bancaires courants		
Caution reçues	5 062	16 493
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6 620	10 815
Fournisseurs et comptes rattachés	966 015	671 444
Fournisseurs d'immobilisations	293 336	121 118
Fonds des résidents	39 147	14 404
Autres (GEM)		
Autres - dont Charges sociales et fiscales	1 684 119	2 241 945
Vérif 58		
Total III	17 732 591	18 119 961
Produits constatés d'avance (2) (IV)	30 000	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	34 676 502	34 464 842
(4) Dont réserves statutaires	646 200	646 200
(5) Dont à plus de 5 ans	8 743 048	7 802 728
Dont à plus d'un an et moins de 5 ans	5 895 357	5 819 092
Dont à moins d'un an	1 440 219	1 180 481

Unapei 66 - Compte de Résultat centralisé

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2024
Produits d'exploitation :		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	5 580 581	4 968 775
Montant net du chiffre d'affaires	5 580 581	4 968 775
Production stockée et variation des stocks	-11 186	-120 360
Produits de la tarification (Financements publics)	18 679 660	19 525 619
Production immobilisée	576 316	477 674
Produits des résidents	1 081 157	1 549 284
Subventions d'exploitation	206 891	203 747
Reprises sur provisions et amortissements	1 909 001	795 467
Autres produits	2 956 121	2 088 538
Total I	30 978 542	29 488 744
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 215 536	1 845 034
Variation de stock	126 660	31 972
Autres achats et charges externes	7 659 164	8 598 512
Impôts, taxes et versements assimilés	1 435 794	1 302 085
Salaires et traitements	10 983 968	10 835 781
<i>dont Salaires des travailleurs</i>	<i>1 414 440</i>	<i>1 459 674</i>
Charges sociales	4 652 125	4 421 076
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 720 047	1 835 282
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	381 257	15 548
Dotations aux provisions	690 037	107 116
Dotation règlementées	614 515	57 353
Dépenses à réaliser sur ressources affectées	84 463	
Autres charges (dont charges à répartir)	118 429	131 863
Total II	30 681 995	29 181 622
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	296 547	307 122
Produits financiers :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	85 106	115 276
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	85 106	115 276
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	301 691	348 808
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	301 691	348 808
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-216 586	-233 532
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)	79 961	73 590

Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	192 000	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total VII	192 000	0
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	177 760	
Dotations aux provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total VIII	177 760	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	14 240	0
Prestations en nature	2 500	
Mise à disposition gratuite de biens	2 500	
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	8 495	11 364
Total des produits (I + III + V + VII)	31 258 148	29 604 020
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	31 172 441	29 541 794
Bénéfice ou perte	85 706	62 226

2. RÈGLE DE LA MÉTHODE COMPTABLE

Les comptes sont établis de façon distincte :

- ✱ Pour l'Association d'une part,
- ✱ Pour chaque établissement ou service d'autre part.

Les comptes annuels centralisés regroupent ceux :

- ✱ De l'Association proprement dite,
- ✱ De l'ensemble des établissements et services dont la gestion relève de l'Association.

Il n'y a pas d'évolutions particulières du périmètre en 2024, hormis :

- ✱ Une modification de l'agrément de l'ADJ de la MAS du Bois Joli permettant le passage d'un accueil de 8 à 13 personnes.
- ✱ Une extension de 8 places du SAMSAH portant la capacité d'accueil totale à 16 personnes.

Les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (655/755) [Comptabilité de la cuisine du pôle Hébergements et accueil de jour et celle du Siège Social, les charges communes] et les comptes de liaisons internes sont neutralisés pour l'établissement des comptes consolidés. De même, les transferts de charges internes et les facturations de prestations de service de l'ESAT aux établissements sont retraités.

En 2024, l'Unapei 66 accompagne dans les structures qu'elle gère 596 places et emploie 272 salariés titulaires au 31 décembre 2024 (pour 268.8 ETP). En outre, elle emploie également 10 personnes en contrat d'apprentissage et 3 personnes en contrats aidés. La diminution de l'ETP entre 2023 et 2024 provient essentiellement de la diminution des postes dits de « services généraux ».

Les comptes centralisés sont établis selon les principes et les méthodes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- ✱ Continuité de l'exploitation,
- ✱ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✱ Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour les établissements et services, les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément à l'arrêté du 19 décembre 2018, relatif aux établissements et services du secteur sanitaire et social du secteur privé, appliquant pour partie le Tome 1 de l'instruction budgétaire et comptable M22, en tenant compte des évolutions apportées par l'arrêté du 14 décembre 2022. Ils sont également conformes aux règlements comptables applicables, notamment le règlement n°99-03 du Conseil de la réglementation comptable, sous réserve des modifications apportées par l'Autorité des normes comptables. Le plan de comptes utilisé est celui fixé par l'arrêté du 15 décembre 2022, publié au Journal officiel du 24 décembre 2022, avec les mises à jour applicables au 1^{er} janvier 2024.

Pour le secteur de la gestion propre patrimoniale de l'Association, ce sont les principes comptables généraux du secteur associatif qui s'appliquent conformément au règlement n° 2018-06 du 5 décembre

2018, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020 en tenant compte des évolutions apportées, notamment par les règlements n° 2019-04, n° 2020-08, n° 2022-04, n° 2023-01 du 12 mai 2023, n° 2023-03 du 7 juillet 2023 et n° 2023-05 du 10 novembre 2023.

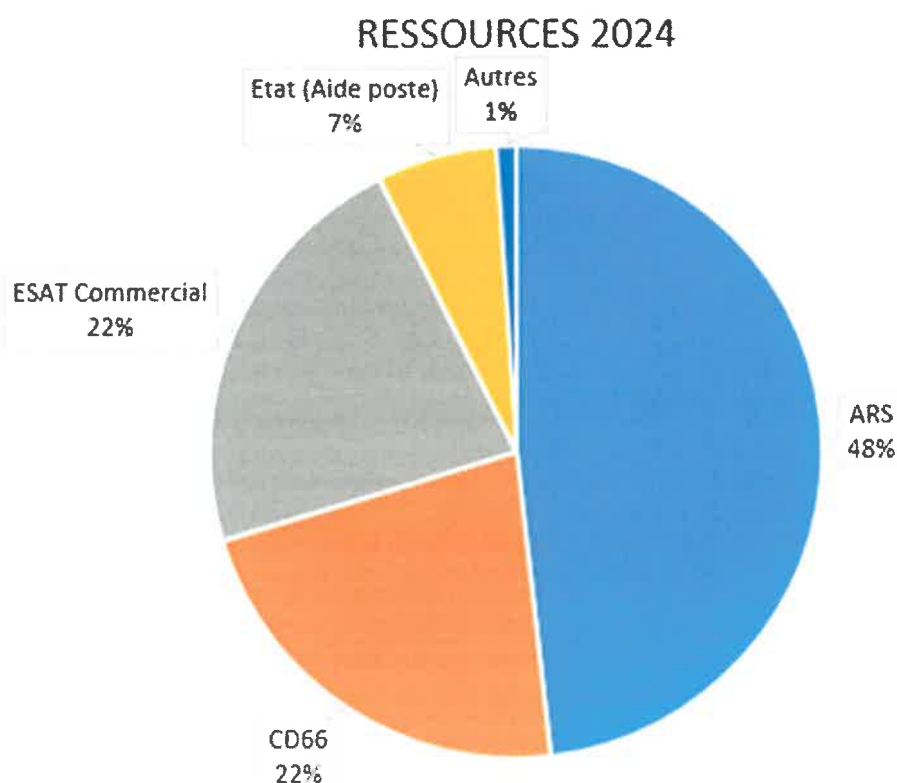
L'Unapei 66 a choisi d'appliquer, dès l'exercice 2024, les dispositions du règlement ANC n° 2022-06, bien qu'il ne soit obligatoire que pour les exercices ouverts à compter de 2025. Ces dispositions consistent à comptabiliser en résultat exceptionnel les produits et les charges uniquement liés à un événement majeur et inhabituel. L'association n'est guère concernée par ce type d'évènement. Les opérations auparavant saisies en charges et produits exceptionnels sont maintenant traitées en charges et produits d'exploitation.

Le siège a fait l'objet d'une autorisation des services de l'Etat par courrier du 12 avril 1972 renouvelée pour la période 2015-2019 par arrêté n° 2015-2500 en date du 10 novembre 2015 dans le cadre d'un second CPOM couvrant la même période, signé par l'ARS LR en date du 3 avril 2015. Cette autorisation a été modifiée par l'arrêté 2016-2422 du 1^{er} décembre 2016, incorporant dans le périmètre le SESSAD Esperanza et modifiant le taux de quote-part de frais de siège.

Le renouvellement a été acté par l'arrêté du 4 novembre 2020 par l'ARS Occitanie pour la période 2020-2024.

La répartition des enveloppes budgétaires des établissements et services gérés par l'Unapei 66 est la suivante :

L'ARS Occitanie assurant la tarification tant des établissements relevant de l'Etat (ESAT l'Envol) que ceux relevant de l'Assurance Maladie est le contributeur principal des ressources des établissements et services de l'Unapei 66.



Le total des concours publics permettant le fonctionnement des établissements et services représentent un volume financier de 19 525 619 € hors aide aux postes.

DT-ARS	48 %	soit 68.54 % des dotations publiques versées.
--------	------	---

CD66	22 %	soit 31.46 % des dotations publiques versées.
------	------	---

Il est à noter que dans les dotations perçues pour les établissements relevant du CD 66, les indemnités de revalorisations salariales sont versées par la CNSA.

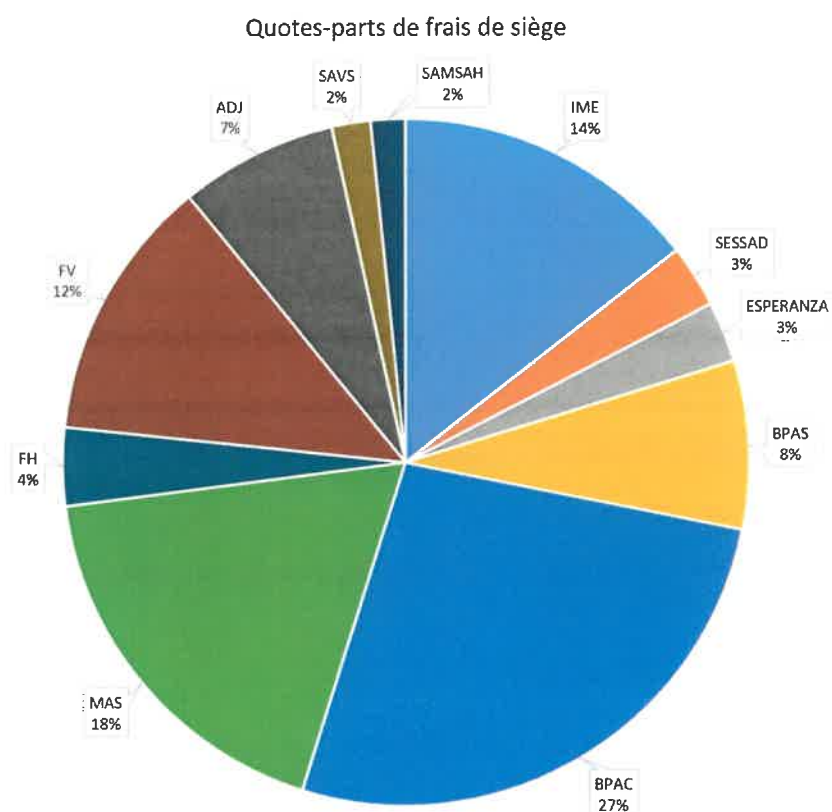
Par ailleurs, avec les autres produits se trouvent des subventions d'exploitation versées par l'UDAF, le CCAS d'Estagel et la commune de Corbère-les-Cabanes pour accompagner l'action auprès des familles de personnes en situation de handicap pour un total de 1 520 €.

L'ARS a versé également 30 000 € (autres produits) de subvention FIR pour l'habitat inclusif.

L'association a également bénéficié de subventions ASP, d'un montant d'environ 30 829 €, pour financer les contrats d'apprentissage et les contrats uniques d'insertion. Toutefois, ces aides ont considérablement diminué en raison de la fin du soutien de l'État. Le nombre d'apprentis, qui était déjà en baisse en 2024, devrait continuer à diminuer en 2025.

Les produits émanant des fonds de la réversion (participation des personnes accompagnées à leurs hébergements) sur les foyers sont retraités conformément aux exigences du plan comptable général en produits des activités annexes et non en produits de la tarification. L'ensemble des produits provenant des résidents concernent pour 5 % des ressources globales (plus de 1,5 million d'euros : CAF, Loyers perçus auprès des locataires de la Résidence Coma Serra, forfaits, réversion, participation en ADJ, participation pour les jeunes « sous amendement Creton » et orientés en Foyer de vie, etc.).

Cela se traduit par un abondement du fonctionnement du siège qui se décline de la façon suivante :



Le siège est financé conformément à l'arrêté du 4 novembre 2020, sur la base de 3.4 % des charges brutes de chaque établissement et service (hors quotes-parts de l'année et crédits non reconductibles).

Le montant total perçu au titre de l'exercice 2024 est de 871 606 €.

Les dépenses liées au fonctionnement du siège apparaissent sur les comptes des établissements en quote-part de frais de siège (par fonction) et non pas nature.

3. PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION RETENUES

Aucune option particulière n'a été retenue.

3.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les logiciels sont amortis entre 3 et 7 ans selon leur importance et leur taux de renouvellement.

Les constructions sont enregistrées depuis 2016 au réel par composant selon la répartition des marchés.

Dans la mesure du possible et selon les capacités permises par l'exploitation, nous tendons à réduire ces durées sur la base de 30 ans, 20 ans et 10 ans. Depuis 2020, l'amortissement des nouvelles constructions, lorsque les conditions budgétaires le permettent, sont calculées sur 30 sur la VRD, les prestations intellectuelles, 20 ans et 10 ans. Pour l'avenir, les locaux d'hébergements feront l'objet d'un bail à construction au lieu d'une construction en pleine propriété.

Les frais de caution bancaires de la Maison du Bois Joli ont fait l'objet d'une charge financière à répartir lissée sur la durée de l'emprunt.

Les durées d'amortissement des biens n'ont pas fait l'objet de modification particulière.

Les installations techniques, mobilières et outillages sont amorties sur une durée moyenne de 10 à 15 ans.

Le matériel de transport est amorti sur 5 ans.

Le matériel informatique amorti sur 3 ans jusqu'à présent sera amorti sur 5 ans désormais. Le matériel de vidéoconférence, visioconférence ou les serveurs sont amortis en général sur 5 ans. Là également, dès 2024, le matériel informatique sera loué afin de lisser les coûts et d'ajuster les flux de trésorerie aux charges d'exploitation.

Le matériel de bureau sur 5 ans.

Le mobilier sur 8 à 10 ans selon les établissements.

Les investissements restent conformes aux plans pluriannuels de financement présentés et validés par les financeurs. Toutefois, certaines adaptations, selon les priorités, ont pu être mises en œuvre en fonction des urgences, des priorités et des besoins évolutifs de la population accueillie.

En ce qui concerne le bâtiment Est du siège, bâtiment en copropriété avec l'AT 66, il s'avère que des travaux de géomètre ayant conduits à l'acte notarié engendre une distorsion de la répartition de la construction entre les deux propriétaires entre celle arrêtée en mars 2020 et celle retenue dans l'acte. Cette situation n'est toujours pas réglée en 2024 et les négociations continuent pour trouver une résolution à ce problème.

3.2 STOCKS

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO. Le stock de bois est, quant à lui, valorisé en fonction des derniers prix d'achats connus tandis que le stock de produits en cours et de produits finis sont valorisés selon l'avancement.

3.3 CREANCES

Les créances douteuses font l'objet d'un provisionnement à 50 % la première année après avoir effectué les différentes relances et une mise en demeure. La seconde année, la provision est portée à 100 % et si aucun changement n'intervient et aucune résolution amiable ou contentieuse n'est possible, la troisième année, les créances sont passées en perte et les provisions correspondantes reprises.

3.4 PROVISIONS REGLEMENTEES

Elles concernent la couverture du BFR, le lissage des surcoûts liés au plan pluriannuel de financement, des crédits non reconductibles liés à l'investissement et amortis au gré des dotations afférentes, les plus-values sur les éléments d'actifs immobilisés ou circulants.

Aujourd'hui, les seules provisions règlementées qui persistent sont celles liées à la couverture du BFR, au lissage des surcoûts et aux plus-values sur les actifs immobilisés ou circulants.

3.5 PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges ont été constituées conformément au règlement du CRC 00-06 relatif aux passifs et résultent d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

3.6 FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sur ressources affectées enregistrés correspondent à des crédits non-reconductibles d'exploitation ou des enveloppes financières ponctuelles allouées par un financeur ou une personnalité morale pour assurer les ressources nécessaires à un projet spécifique, projet qui n'a pu se dérouler de façon complète sur l'année du versement.

Les fonds alloués au projet sont alors remontés au bilan pour être utilisés l'année ou les années suivantes. Le fonctionnement reste très proche de celle d'une provision classique.

3.7 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les fonds de la réversion sont facturés directement par les établissements aux familles et sont enregistrés en comptabilité en compte 73 dans les produits de la tarification. Ils composent une part du prix de journée autorisé par le financeur. Comme ces fonds ont été versés par les résidents en compensation des services fournis, dans les comptes consolidés, ils sont retraités en prestations de service.

Le calcul des indemnités de départ à la retraite des salariés est basé sur les droits acquis, en intégrant les facteurs de rotation, de mortalité et d'évolution des rémunérations. L'évaluation concerne l'ensemble du

personnel en CDI et prend en compte une hypothèse de mortalité, un taux de turn-over moyen, une augmentation annuelle des salaires de 1 % et une probabilité de départ à 64 ans. Seuls les salariés de plus de 55 ans sont considérés, et l'ensemble des engagements est couvert par une provision.

De même, comme pour les années passées, le calcul du provisionnement des indemnités pour congés payés a été automatisé avec le logiciel de paye à partir de la réalité de l'encours à la fin de l'exercice.

3.8 CHANGEMENTS DE METHODE

L'Unapei 66 a fait le choix d'appliquer dès l'exercice 2024 les dispositions du règlement ANC n° 2022-06, bien que celui-ci ne soit obligatoire qu'à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2025. Ces dispositions entraînent un retraitement des charges et produits exceptionnels (cessions d'éléments d'actifs, reprises de quote-part de subvention, etc.) en charges et produits d'exploitation dans la mesure où il s'agit de charges et de produits récurrents et habituels.

4. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

4.1 DETTES GARANTIES PAR SURETES REELLES

La sûreté réelle est l'affectation d'un bien ou d'un ensemble de biens, présents ou futurs, au paiement **préférentiel ou exclusif du créancier**. Conformément à l'article 37 de l'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Tous les emprunts liés aux constructions font l'objet de garanties : garantie collectivité publique, garantie bancaire, promesse d'hypothèque ou hypothèque. Ainsi hormis le siège social, ces financements sont bien garantis sur le bien qu'ils ont servi à financer, soit pour une banque créancière, soit pour le Département qui apporte la caution en cas de défaillance.

Le dernier prêt signé avec la Société Générale est couvert par une garantie hypothécaire partiel sur l'ensemble de la construction.

Le prêt souscrit en 2024 auprès de la Banque Populaire du Sud, destiné à finaliser la construction de la Mas du Bois Joli, est garanti par le nantissement d'un Compte à Terme (CAT) d'un montant de 300 000 €.

4.2 GARANTIES REÇUES

Néant.

5. NOTE SUR LE BILAN

5.1 ACTIF

Actif Immobilisé

Les immobilisations incorporelles concernent les logiciels informatiques, les films produits pour assurer la communication à moyen terme, ainsi que les évaluations externes. L'augmentation des immobilisations financières résulte de la comptabilisation du coût des évaluations HAS effectuées en 2024.

Dans les mouvements internes, par le biais des comptes de liaison, l'ensemble des terrains de l'association sont regroupés sur la comptabilité propre de l'association.

L'augmentation de la valorisation des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'impact de la reconstruction de la Maison du Bois Joli. La dernière tranche a été livrée dans le courant de l'année 2024.

Les immobilisations financières incluent les dépôts et cautionnements pour les lieux loués, la participation de l'association au capital de Coopérative CoopEmploi, dans l'association ObServeur/Canopée, les prêts à Action Logement (dans le cadre des obligations de participation de l'association à l'effort de logement des salariés) et les titres immobilisés détenus auprès de la Banque Populaire du Sud et du Crédit Coopératif.

Nous trouvons également des charges financières à répartir : il s'agit des cautions bancaires et hypothécaires sur les trois prêts réalisés en 2020 et 2022, cautions qui se verront amorties au rythme de la durée des prêts.

Etat des stocks

Le stock de l'association est principalement constitué des produits liés à l'atelier de fabrication de palettes, comprenant la matière première, les produits en cours de fabrication et les produits finis. Les achats de bois se font habituellement lors des ventes d'automne au prix du marché. La stratégie d'achat et le coût de la livraison incite à regrouper en une fois plutôt sur cette période afin de limiter le coût d'approvisionnement.

En 2024, bien que les prix des grumes de conifères aient connu des variations, aucune tendance significative à la baisse n'a été observée.

La diminution de valeur globale du stock s'explique essentiellement par livraison sur l'exercice 2024 d'un chantier de menuiserie qui était en cours de fabrication au 31/12/2023.

La provision pour dépréciation des stocks a dû être réévaluée à la baisse de 80 000 € au regard de la qualité des matières reçues en 2024.

Etat des créances

Avec le chiffre d'affaires de l'ESAT l'Envol qui reste important, le niveau des créances et comptes rattachés demeure élevé. Toutefois, nous observons en 2024 une baisse de l'encours client de +/- 200 000 €. Au 31 décembre 2023, restaient deux mois d'aides aux postes en attente de paiement ; fin 2024, seul un mois restait en attente.

La sortie des PGE et le contexte économique ayant fragilisé certains clients, le provisionnement des créances client a fait l'objet d'une réévaluation de +/- 19 000 €.

Le compte courant concernant la SCIA CHRISA reste actif au regard de l'acte notarié présentant une répartition différente de la construction au moment de la séparation du patrimoine entre l'AT 66 et l'Unapei 66. Ce point reste toujours en discussion avec l'Association Tutélaire.

Les charges constatées d'avance

Comme les années précédentes, ce poste est lié à l'enregistrement des factures SociaNOVA et Ageval, liées respectivement au dossier informatisé de la personne accompagnée et à la mise en place d'un outil de contrôle de la qualité.

Se rajoutent cette année des charges constatées dans le cadre de l'externalisation de la prestation d'alimentation pour 21 000 €, des factures d'abonnements ou de cotisations diverses reçues en 2024 au titre de l'année 2025.

La trésorerie

La trésorerie globale reste stable autour de 4,7 millions d'euros.

Le gros travail de suivi et d'optimisation de la trésorerie commencé en 2023 dans un contexte où la rémunération de l'argent se trouvait plus dynamique a perduré sur l'exercice 2024 permettant de générer des plus-values sur actifs circulant significatifs. La trésorerie est optimisée à plus de 77 % par des placements.

5.2 PASSIF

Fonds propres, Subventions et Provisions

Les fonds propres diminuent légèrement de 150 000 € pour atteindre un peu moins de 15.4 millions €. Cette baisse s'explique par des reprises de provisions règlementées au résultat, reprise qui seront affectées en excédents liés à l'investissement en 2025.

Les fonds associatifs invariés se composent de résultats affectés de la section commerciale de l'ESAT et surtout des réserves statutaires pour un total de 784 077 €.

Les excédents liés à l'investissement (9 340 810 €) regroupent les réserves d'investissement autorisées par les financeurs pour 7 581 000 € et les réserves affectées sur fonds propres par l'association pour 1 760 000 € (terrains, construction siège). La volonté de l'association est de poursuivre à l'avenir l'abondement de ces réserves afin de pouvoir financer les gros entretiens des bâtiments, la rénovation énergétique et surtout de préparer la construction du DIME, les bâtiments actuels étant dispersés et désormais inadaptés à la population accueillie.

Les réserves de couverture de BFR proviennent de plusieurs établissements pour un total de 51 410 €. Les provisions de couverture du BFR incluses dans les provisions règlementées s'élèvent à 338 705 €. Le Département a autorisé la dotation en provision règlementée pour couverture du BFR de 57 352 € par an

afin de couvrir le besoin en fonds de roulement généré par le paiement différé des factures émises par l'association pour l'hébergement des personnes aux foyers du Ribéral.

Les réserves de compensation de déficit devront être également renforcées afin de tendre à 5 % du budget des établissements soit environ 1 million d'euro. Aujourd'hui, elles s'élèvent à 615 000 € et sont principalement abondées par les établissements relevant de l'ARS ou de la gestion propre. Les établissements dépendant du CD 66 sont pour autant ceux qui en auraient le plus besoin au regard de la situation économique et financière.

Le volume des subventions d'investissement pour 2 127 404 € évolue au regard des quotes-parts de subvention reprises au résultat. Une subvention de 27 000 € a été reçue en 2024 au titre de l'étude du financement des études concernant le dispositif DIME.

Le résultat comptable global est de 62 227 €. Les excédents sont constatés sur le pôle Inclusion Sociale et Professionnelle, le pôle Accompagnement et Soins, le pôle Enfance et la gestion propre de l'association tandis que les déficits se trouvent sur le pôle Hébergements et Accueil de jour.

Le petit dispositif ouvert récemment, Gestion Locative et Sociale qui gère la Résidence Coma Serra, est excédentaire. Par ailleurs, il est à noter l'arrêt du dispositif Habitat inclusif ; le Département comme l'ARS ne le finançant plus.

Il s'agit d'un résultat comptable. Compte tenu de la variation du provisionnement pour congés payés de 161 577 €, des reprises des reports à nouveaux sur les mesures d'exploitations pour 156 000 € et des reprises d'excédent des années antérieures pour le Pôle 4 de 10 412 €, le résultat administratif global est un excédent de 369 191 €.

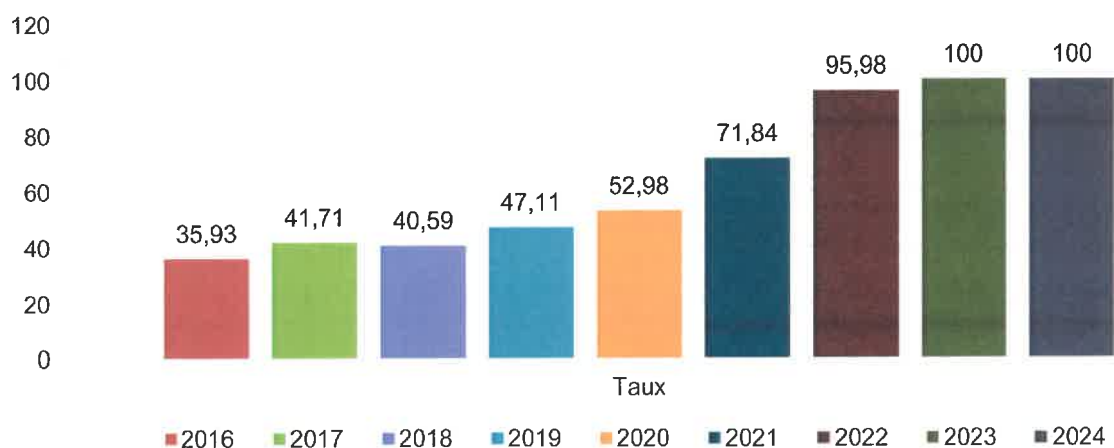
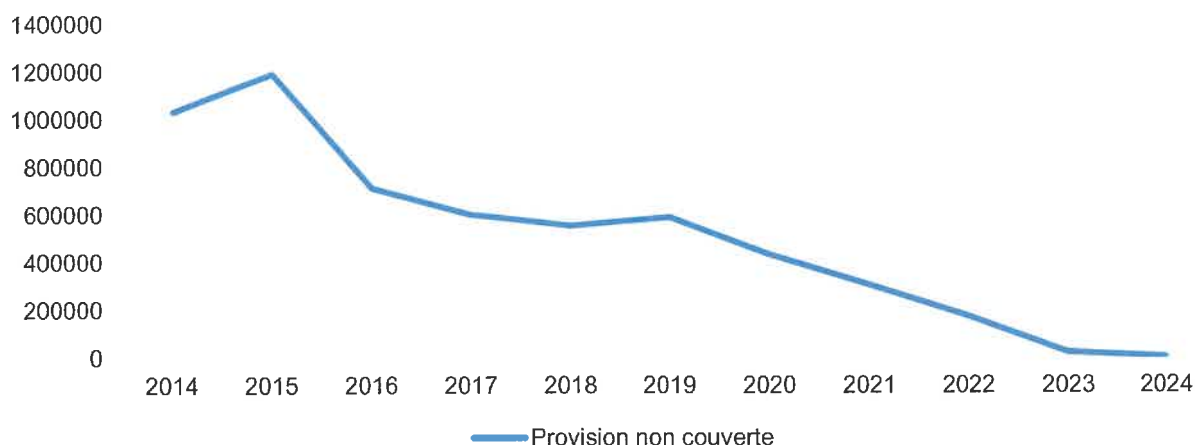
Les affectations des résultats prévoient 478 408 € en réserve d'investissement, 107 993 € en réserve de compensation de déficit, 451 009 € en report à nouveau déficitaire et 215 267 € en report à nouveau excédentaire.

Les provisions règlementées d'un montant total de 1 791 787 € sont en légère baisse. Il a été repris 200 000 € sur la MAS du Bois Joli qui seront réaffectés en réserves d'investissement. Le détail de ces provisions se décline de la façon suivante :

- 338 706 € de provision pour couverture du BFR déjà évoquée.
- 64 676 € de provision pour renouvellement d'investissement.
- 532 162 € de provision relative aux autres éléments d'actifs (Action Logement).
- 443 337 € pour lisser les surcoûts résultant des projets immobiliers sur les premières années.
- 195 642 € de plus-values réalisées sur les actifs immobilisés.
- 217 264 € de plus-values réalisées sur les actifs circulants.

Les provisions pour risques et charges ont été reprises pour 148 000 € environ à la suite de dénouement de certains contentieux. Une provision de 203 000 € reste en compte puisque certains dossiers demeurent en cours d'instruction. Le montant des indemnités de fin de carrière provisionnées évolue légèrement pour atteindre un montant de 544 644 € contre 542 372 € en 2023.

Indemnités de fin de carrière non couverte



A partir de 2016, le calcul de la provision de l'IFC est modifié en retenant les départs dans les 5 ans et un turn-over plus dynamique.

Au 31 décembre 2024, la totalité de la provision calculée par l'outil de paye est désormais réelle. Dorénavant, chaque année, elle fera l'objet d'une variation en fonction du calcul réalisé. Les paramétrages des calculs n'ont pas évolué depuis 2016.

✂ Fonds dédiés

À la suite des évaluations HAS réalisées en 2024, la totalité des fonds dédiés à cette opération ont été réintégrés et repris sur cet exercice, tout comme ceux destinés à financer les formations réalisées en 2024. Il ne reste plus dans les comptes que le reliquat des CNR dédiés à l'investissement pour un montant total de 204 791 €.

✂ État des dettes

Chaque année l'association rembourse un peu moins de 1.1 millions d'euros de capital d'emprunt. Aussi les dettes d'emprunts ont évolué en 2024 avec la contractualisation de plusieurs emprunts pour un total de 1.4 millions d'euros : 400 000 € au titre d'un prêt de trésorerie sur le foyer de vie et 1 000 000 € afin de

financer les derniers travaux liés au chantier de la MAS. Le montant total du, au 31 décembre 2024, est de 15 009 752 €. Le ratio d'indépendance financière est en légère diminution de 48.99 % à 48.67 %.

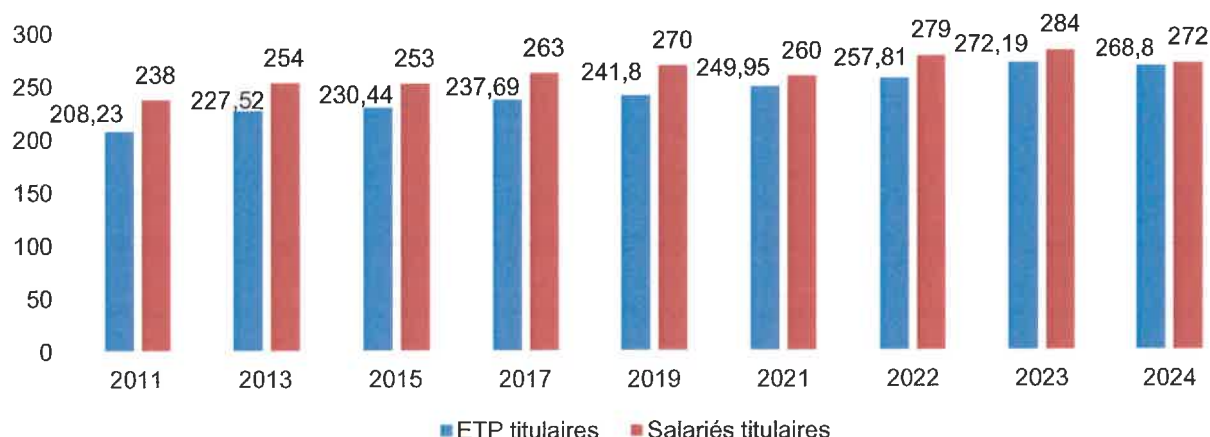
Les autres dettes comprennent les dettes sociales et fiscales et entre autres les dettes pour congés payés en hausse de +/-170 000 € par rapport à 2023 (indemnités et charges patronales pour 1 170 050 €) : cela provient des différentes phases de revalorisation des salaires depuis deux ans ayant pour conséquence une augmentation significative de la dette.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sur l'exercice 2023 ont été repris en 2024. Aucun autre PCA n'a été constaté pour l'année 2024.

6. AUTRES DONNÉES

✱ Effectif en ETP



L'effectif total des titulaires au sein de l'association est en baisse en 2024. Cette diminution s'explique principalement par l'externalisation de certaines fonctions, notamment la restauration et le ménage. Cette tendance se reflète également dans la réduction des postes de titulaires ainsi que dans la baisse du nombre de salariés affectés aux services généraux. Certains postes restent en attente de pérennisation et sont actuellement pourvus par des intérimaires.

Au regard des tensions budgétaires de ces deux dernières années, un travail approfondi des organigrammes est en cours afin d'optimiser les dépenses en personnel, premier poste de charge.

Ainsi, il est utilisé l'intérim offrant une certaine flexibilité en permettant d'ajuster les effectifs en fonction des besoins. Le décompte des ETP est réalisé de façon conforme au décret de décembre 2019 sur l'harmonisation des modalités de calculs entre les organismes sociaux.

En 10 ans, l'association a vu ses effectifs progresser de près de 7 % en nombre de personnes et de 17 % en nombre d'ETP. Cela se traduit par une réduction du nombre de personnes à temps partiel.

ACTIF	Brut 2024	Amort. et dépréciations 2024	Net 2024	Net 2023
Actif Immobilisé :				
Immobilisations Incorporelles :	119 226	114 434	4 792	9 852
Logiciels informatiques	119 226	114 434	4 792	9 852
Films			0	0
Immobilisations Corporelles	2 614 554	386 667	2 227 887	2 250 510
Terrains	1 940 110	3 662	1 936 448	1 936 448
Constructions et aménagements	654 719	365 599	289 120	310 951
Installations techniques, Matériel, Outillage				
Matériel et Mobilier	19 725	17 406	2 319	3 111
Immobilisations en cours				
Immobilisations Financières	80 422		80 422	80 422
Association ObServeur	12 000		12 000	12 000
Titres bancaires	68 422		68 422	68 422
Dépôts et cautionnements				
Compte de liaison investissement	119 215		119 215	90 000
Total I	2 933 417	501 101	2 432 316	2 430 784
Actif Circulant :				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Avances et acomptes versés				
Créances :				
Clients et comptes rattachés	9 135		9 135	0
Autres (1)	1 350		1 350	42 728
Valeurs mobilières de placement	2 391 284		2 391 284	3 013 169
Disponibilités (autres que caisse)	856 836		856 836	818 958
Comptes de liaison interne	176 454		176 454	0
Caisse				
Total II	3 435 059	0	3 435 059	3 874 855
Charges constatées d'avance (2) (III)			0	
TOTAL GENERAL (I + II + III)	6 368 476	501 101	5 867 375	6 305 639
(1) Dont à moins d'un an				
(1) Dont à plus d'un an				

Unapei 66 - Bilan Propre Passif
Comptabilité propre de l'association

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
Capitaux Propres :		
Fonds associatifs sans droits de reprise - Legs - Donations	2 406 200	2 406 200
Subvention investissement sur biens renouvelables		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement		
Subvention investissement sur biens non-renouvelables		
Report à nouveau	883 704	570 954
Dépenses inopposables aux financeurs		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	138 698	312 749
Provisions réglementées		
Total I	3 428 602	3 289 903
Provisions		
Provisions pour risques		
Autres provisions		
Fonds dédiés sur ressources affectées		
Total II	0	0
Dettes (5) :		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes assimilées		27
Intérêts courus		
Concours bancaires courants		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 495	47 588
Fournisseurs d'immobilisations		
Comptes de liaison interne	2 430 279	2 968 121
Autres (3)		
Total III	2 438 774	3 015 736
Produits constatés d'avance (2) (IV)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	5 867 376	6 305 639
(4) Dont réserves statutaires	646 200	646 200
(5) Dont à plus de 5 ans		
Dont à plus d'un an et moins de 5 ans		
Dont à moins d'un an		

Unapei66 - Compte de résultat associatif
Dossier : 00 - Unapei 66 - Association - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Postes budgétaires	Exercice 2023	Budget Annuel 2024	Exercice 2024
COTISATIONS			
Cotisations, adhésions perçues	29 701	29 700	28 032
Cotisations reversées	-15 563	-15 580	-15 872
Solde des produits techniques	14 138	14 120	12 160
OPERATION BRIOCHE			
Produit de la vente de brioches	100 775	100 000	101 988
Achat des brioches et autre frais liés	-43 311	-42 000	-41 169
Solde sur opération brioche	57 464	58 000	60 819
ACTION ASSOCIATIVE			
Subvention liée à l'action familiale	1 288		1 520
Evènements associatifs			
Action familiale	-300	-1 500	-1 280
Assemblée Générale	-17 470	-8 000	-8 851
Revue Adapei			
Honoraires, Etudes, Audits	-10 140	-5 000	-63 624
Congrès, Colloques, Déplacements, CCR, Séminaire	-14 587	-5 000	-2 396
Communication	-264	-1 000	-2 947
Total des actions associatives	-41 473	-20 500	-77 578
GESTION COURANTE			
Produits divers de gestion	844		
Fournitures administratives et affranchissements	-443		
Documentation		-200	
Service bancaire et assurance bénévoles	-140	-150	-86
Cotisations Urssaf (activité bénévole+véhicule fonction)	-360	-360	-380
Frais divers de gestion	-177		-4
Formation des bénévoles			
Total de la gestion courante	-276	-710	-470
RESULTAT COURANT	29 853	50 910	-5 069
Cotisation à la place Unapei 66	14 175	17 250	17 250
Reprises de provisions	241 700		
Dotation aux amortissements	-27 901	-27 683	-27 683
Dotations aux provisions			
RESULTAT D EXPLOITATION	257 827	40 477	-15 502
Produits financiers	43 949	7 500	84 445
Charges financières			
RESULTAT FINANCIER	43 949	7 500	84 445
Dons et libéralités	15 221	2 500	75 438
Dons et libéralités (Abandon des frais des administrateurs)	2 500	6 000	7 041
Produits exceptionnelles de gestion			
Charges exceptionnelles de gestion (dont Prime PEPA)			
Dons et libéralités (Frais des administrateurs)	-2 500	-6 000	-7 041
Produit de cession d'éléments d'actif immobilisé			
Charges sur cession d'éléments d'actif immobilisé			
RESULTAT EXCEPTIONNEL	15 221	2 500	75 438
Impôts sur les plus values	-4 248	-750	-5 682
RESULTAT APRES IMPOSITION	312 749	49 727	138 699

Unapei 66

Passif social (retraites) au 31/12/2024

	2023	2024
Etablissements relevant de la Sécurité Sociale	266 629 €	252 329 €
IME LES PEUPLIERS	58 879 €	88 877 €
SESSAD LES PEUPLIERS	11 735 €	30 298 €
SESSAD ESPERANZA	19 806 €	29 460 €
ESAT L ENVOL	31 891 €	26 084 €
MAS DU BOIS JOLI	144 318 €	77 610 €
Etablissements relevant du Conseil Général	178 691 €	196 222 €
POLE HEBERGEMENT	119 981 €	88 610 €
ACCUEIL DE JOUR DU REBERAL	52 051 €	100 024 €
SAVS-SAMSAH ESCALE	6 659 €	7 588 €
SIEGE SOCIAL	97 052 €	96 094 €
Total du passif social	542 372 €	544 645 €
Financement autorisé par les financeurs	542 372 €	544 645 €
Solde du passif social à financer par les autorités	0 €	-0 €

Unapei66 - Tableau des Emprunts
Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

Libellé	M	N° Prêt	ETBT	Année	Soldé en	Montant initial	Valeur Brute Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur Brute Fin d'Exercice 2024
Listes des emprunts bancaires										
Emprunt							14 700 908	1 400 000	1 091 155	15 009 753
16401201 CDC ADJ CONSTRUCTION CAMP DEL MAS	F	1207568	ADJ	2012	2042	1 350 000	890 520		46 261	844 259
16401602 SG ADJ RENOVATION MIRANDE	F	940338	ADJ	2016	2031	500 000	241 667		33 333	208 333
16401806 SG ESAT CONSTRUCTION ATELIERS	F	220181800471	ESAT	2018	2038	3 500 000	2 296 875		153 125	2 143 750
16401804 SG ESAT RENOVATION ANCIENS ATELIERS	F	218274005307	ESAT	2018	2038	500 000	389 402		23 316	366 086
16402303 SG GLS (COMA SERRA ET SAVS-SAMSAH)	F	223321100177	GLS	2023	2038	400 000	400 000		26 162	373 838
16400601 CDC CONSTRUCTION OLIVIER	V	1047009	FOYER	2006	2030	3 140 000	1 026 187		125 827	900 360
16400906 CF CONSTRUCTION FOYER VIE	V	1672351	FOYER	2009	2039	2 100 000	1 210 626		70 181	1 140 445
16401105 CDC FV EFFINERGIE SURCOUT	F	940338	FOYER	2011	2042	550 000	402 259		15 898	386 360
16402304 SG FV TRESORERIE		En cours	FOYER	2024	2031	400 000		400 000		400 000
16400402 CDC IME CONSTRUCTION RUE PYRENEES	V	10291003	IME	2004	2029	2 535 000	721 039		105 790	615 250
16400202 CDC MAS CONSTRUCTION T3 - 2002	V	314497	MAS	2002	2026	152 449	21 157		6 764	14 393
16401902 CASM MAS CONSTRUCTION T1	F	321694	MAS	2019	2044	1 500 000	1 324 356		53 921	1 270 435
16402010 CDC MAS CONSTRUCTION T2	F	111209	MAS	2021	2051	1 297 000	1 182 508		38 991	1 143 517
16401902 CC MAS CONSTRUCTION T2	F	128887C	MAS	2021	2051	1 470 000	1 368 929		41 393	1 327 536
16401602 SG MAS CONSTRUCTION T3	F	222115100566	MAS	2022	2047	2 000 000	1 931 441		69 423	1 862 018
16402401 BPS MAS CONSTRUCTION FINITION	F	En cours	MAS	2024	2034	1 000 000		1 000 000	50 000	950 000
16401001 BPS SIEGE CONSTRUCTION BAT EST 1	F	8721370	SIEGE	2018	2025	222 271	40 149		32 103	8 046
16401805 BPS SIEGE CONSTRUCTION BAT EST 2	F	8721371	SIEGE	2018	2038	477 729	472 509		950	471 558
16401901 BPS SIEGE FLOTTE AUTO	F	8755561	TOUS	2019	2024	250 000	50 481		50 481	0
16402301 SG SIEGE FLOTTE TRAFFIC	F	223062100811	TOUS	2023	2025	500 000	500 000		100 000	400 000
16402302 SG SIEGE FLOTTE AUTO	F		TOUS	2023	2028	250 000	230 804		47 235	183 569
Total Emprunts bancaires (I) :							14 700 908	1 400 000	1 091 155	15 009 753
Liste des autres emprunts										
Intérêts courus							12 148	48 185	26 343	33 989
Total Intérêts courus (III)							12 148	48 185	26 343	33 989
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)							14 713 056	1 448 185	1 117 499	15 043 742

Unapei66 - Tableau des Provisions, dépréciation, fonds dédiés et réserves
Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

Libellé	Valeur Brute Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur Brute Fin d'Exercice 2024
Réserves				
Excédent affecté à l'investissement	7 498 067 €	82 743 €		7 580 810 €
Excédents affectés à la réserve de couverture BFR	51 410 €			51 410 €
Excédents affectés à la couverture de déficits	638 645 €	138 106 €	162 177 €	614 574 €
Excédents affectés à la comp. de charges d'amort	40 408 €		9 339 €	31 069 €
Total Réserves réglementées (I) :	8 228 530 €	220 849 €	171 516 €	8 277 863 €
TOTAL RESERVES (0)	8 228 530 €	220 849 €	171 516 €	8 277 863 €
Provisions réglementées				
Prov Couverture du BFR	281 353 €	57 353 €		338 706 €
Prov Renouvellement Immobilisations	64 676 €			64 676 €
Prov Couverture Prêt Action Logement	532 162 €			532 162 €
Prov lissage surcoût autorisé / PPF	643 337 €		200 000 €	443 337 €
Réserve Plus value / actif immobilisé	195 642 €			195 642 €
Réserve Plus value / actif circulant	217 264 €			217 264 €
Total Provisions réglementées (I) :	1 934 434 €	57 353 €	200 000 €	1 791 787 €
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	225 046 €		75 205 €	149 841 €
Provisions pour charges	542 372 €	107 116 €	104 844 €	544 644 €
Autres provisions	126 626 €		73 300 €	53 326 €
Total Provisions Risques et Charges (II) :	894 044 €	107 116 €	253 349 €	747 811 €
Dépréciations				
Dépréciations des immobilisations	- €			- €
Dépréciation des stocks et encours	280 000 €		80 000 €	200 000 €
Dépréciation des comptes de tiers	104 381 €	20 047 €	5 249 €	119 179 €
Dépréciation des comptes financiers	- €			- €
Total Fonds dédiés (III) :	384 381 €	20 047 €	85 249 €	319 179 €
Fonds dédiés				
Fonds dédiés sur investissements	222 000 €		17 210 €	204 791 €
Fonds dédiés Indemnités de fin de carrière	- €			- €
Fonds dédiés sur dotations versées	230 712 €		230 712 €	- €
Fonds dédiés sur subvention fonctionnement	- €			- €
Fonds dédiés autres organismes	26 121 €		26 121 €	- €
Fonds dédiés sur générosité publique	- €			- €
Total Fonds dédiés (IV) :	478 833 €	- €	274 043 €	204 791 €
TOTAL PROVISIONS (I+II+III+IV)	3 691 692 €	184 516 €	812 641 €	3 063 567 €
TOTAL GENERAL	11 920 222 €	405 365 €	984 157 €	11 341 430 €

Unapei 66 - Tableau des Immobilisations

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

Libellé	Valeur Brute Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur Brute Fin d'Exercice 2024
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits Droit au bail	207 222	82 503		289 725
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	120 455	215 020		335 475
Total Immobilisations incorporelles (I) :	327 677	297 523	0	625 200
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 916 448			1 916 448
Agencements et aménagements de terrains	598 736	341 722		940 458
Constructions	29 263 643	2 883 035		32 146 678
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 233 985	138 084	37 727	2 334 342
Autres immobilisations corporelles :	6 523 317	413 586	441 052	6 495 851
Dont Matériel de transport	2 787 971	126 987	430 093	2 484 865
Dont Matériel de bureau et matériel informatique	746 649	26 980	3 295	770 334
Total Immobilisations corporelles (II) :	40 536 129	3 776 427	478 779	43 833 777
Immobilisations mises en concession (III) :				
Immobilisations en cours :				
Immobilisations corporelles en cours	1 877 976	1 108 974	2 678 673	308 276
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles				
Total Immobilisations en cours (IV) :	1 877 976	1 108 974	2 678 673	308 276
Entreprises liées - Parts et créances (V) :				
Participations et créances rattachées à des participations :				
Titres de participation	5 010		2 500	2 510
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés				
Total Participations et créances rattachées à des participations (VI) :	5 010			2 510
Autres immobilisations financières :				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activ. de portef. (droit de p	68 742	366		69 108
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts Action logement	584 253	40 049	16 613	607 689
Dépôts et cautionnements versés	25 079	315	2 060	23 334
Autres créances immobilisées	12 000			12 000
Actions propres ou parts propres				
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés				
Total Autres immobilisations financières (VII) :	690 074	40 730		712 131
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)	43 436 866	5 223 654	3 178 625	45 481 894

Unapei 66 - Tableau des Amortissements

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

Libellé	Valeur brute Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur Brute Fin d'Exercice 2024
Amortissements des Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				0
Frais de recherche et de développement				0
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	196 341			196 341
Fonds commercial				0
Autres immobilisations incorporelles	44 469	32 870	1 166	76 173
Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :	240 810	32 870	1 166	272 514
Amortissements des Immobilisations corporelles :				
Agencements et aménagements de terrains	155 815			155 815
Constructions	10 748 689	1 090 067		11 838 756
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 277 190	151 427		1 428 617
Autres immobilisations corporelles :	4 439 633	624 465	368 354	4 695 744
Matériel de transport	1 781 031	332 886	360 210	1 753 707
Matériel de bureau et matériel informatique	658 647	72 110	2 527	728 230
Total Amortissements Immobilisations corporelles (II) :	16 621 327	1 865 959	368 354	18 118 932
Amortissements Immobilisations mises en concession (III) :				
TOTAL GENERAL (I+II+III)	16 862 137	1 898 829	369 520	18 391 446

Unapei66 - Tableau des Placements

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2024 à 12/2024

Libellé	Valeur Brute Début d'Exercice 2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	Valeur Brute Fin d'Exercice 2024
Participations				
Parts sociales Crédit coopératif (Association)	38 883			38 883
Parts sociales Banque Populaire (Association)	30 225			30 225
Total Participations (I) :	69 108			69 108
Comptes à terme				
Placements à terme (Association)	0			0
Placements à terme (Siège social)	0	300 000		300 000
Total Comptes à terme (II) :	0	300 000	0	300 000
Prêt				
Prêt Action logement	584 253	40 049	16 613	607 689
Total Comptes à terme (II) :	584 253	40 049	16 613	607 689
Livret d'épargne				
Caisse Epargne	81 219	0	0	81 219
Livret A Caisse Epargne(Association)	81 219			81 219
Société générale	2 000 000	212 159	0	2 212 159
Livret (Association)	2 000 000	212 159		2 212 159
Crédit Agricole Sud Méditerranée	931 950	534 126	1 286 950	179 126
Livret (Association)	931 950	534 126	1 286 950	179 126
Banque Populaire du Sud	1 040 701	3 025 581	3 140 000	926 282
Livret (Siège social)	1 040 701	3 025 581	3 140 000	926 282
Total Livret Epargne (III) :	4 053 870	3 771 865	4 426 950	3 398 785
TOTAL GENERAL (I+II+III)	4 707 230	4 111 914	4 443 563	4 375 582

Tableau 2024 du résultat de l'exercice au résultat effectif

	Résultat d'exploitation consolidé	Reprise de résultat	RAN	Variation provision congés payés	Résultat administratif	Invest	Trésorerie	Compens	RAN	Charges
--	-----------------------------------	---------------------	-----	----------------------------------	------------------------	--------	------------	---------	-----	---------

Pôle 1 :	32 689 €	0 €	56 000 €	54 510 €	143 199 €	Affectation proposée des résultats				
IME les Peupliers ⁽¹⁾	8 582 €		56 000 €	39 123 €	103 705 €	70 000 €		33 705 €		
SESSAD les Peupliers	14 680 €			6 156 €	20 836 €	15 000 €		5 836 €		
SESSAD Esperanza	9 427 €			9 231 €	18 658 €	18 658 €				
Pôle 2 :	120 256 €	0 €	0 €	22 985 €	143 241 €					
ESAT l'Envol Activite sociale	-15 164 €			15 164 €	0 €					
Intermédiation de location	52 309 €				52 309 €	52 309 €				
Habitat inclusif	2 887 €			-5 965 €	-3 078 €				-3 078 €	
ESAT l'Envol Activite commerciale	76 569 €				76 569 €				76 569 €	
SAVS l'Escale	5 626 €					13 939 €				
SAMSAH l'Escale	-1 971 €					3 502 €				
Pôle 3 :	241 688 €	0 €	100 000 €	14 426 €	356 114 €					
MAS du Bois Joli	241 688 €		100 000 €	14 426 €	356 114 €					
Pôle 4 :	-396 875 €	-10 412 €	0 €	16 496 €	-390 791 €					
Foyers du Ribéral	-316 472 €	-10 412 €		4 658 €	-322 226 €	305 000 €		68 452 €	-17 338 €	
ADJ du Ribéral	-80 403 €			11 838 €	-68 565 €				-322 226 €	
									-68 565 €	

Consolidé Assurance Maladie	259 213 €		156 000 €	84 100 €	499 313 €					
Consolidé Conseil Général	-393 220 €	-10 412 €		30 282 €	-373 350 €					
Siège Social	-74 230 €			34 428 €	-39 802 €				-39 802 €	

Consolidé Etablissements	-208 237 €	-10 412 €	156 000 €	148 810 €	86 161 €					
Esat Commercial	76 569 €				76 569 €					
Autres dispositifs	55 196 €			-5 965 €	49 231 €					
Association	138 698 €				138 698 €				138 698 €	
Conso Etablissement + Esat Commerci	62 226 €	-10 412 €	156 000 €	142 845 €	350 659 €	478 408 €	0 €	107 993 €	-235 742 €	0 €

Hors ESAT Commercial

⁽¹⁾ IME + UEMA + UEE + PCPE